Bruno Le Roux veut éviter « le coup de rabot sur les dépenses de croissance »

LE MONDE | 22.04.2014 à 11h04• Mis à jour le22.04.2014 à 11h19 |Propos recueillis par Patrick Roger

A la tête d'une délégation d'une douzaine de députés PS, Bruno Le Roux, le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, devait rencontrer Manuel Valls à Matignon, mardi 22 avril, sur le plan d'économies de 50 milliards d'euros.

Dans quel état est le groupe socialiste après la défaite des municipales, le remaniement et les épisodes qui ont suivi ?

Bruno Le Roux : C'est un groupe qui est toujours dans la réflexion sur les causes de la défaite et le message des électeurs. Il y a une grande conscience qu'il faut continuer, redresser le pays. Ce courage, ça fait partie du logiciel de la gauche. Dans le même temps, il a envie de participer encore plus à la mise en oeuvre de cette politique, à sa définition, de soutenir en réfléchissant et en participant encore plus.

La déclaration de Manuel Valls sur le plan d'économies n'était pas vraiment un modèle de concertation avec les députés…

Est-ce qu'il y a une discussion possible ? La réponse est oui. Est-ce qu'elle porte sur les orientations définies par le président de la République et le premier ministre ? Cette politique est soutenue par la majorité, elle a fait l'objet d'un vote de confiance. La discussion ne peut pas porter sur le soutien à la croissance et à l'emploi. Elle ne porte plus sur la nécessité de retrouver l'équilibre de nos comptes publics. En revanche, sur les modalités pour arriver à retrouver la croissance, pour faire des économies, il doit y avoir discussion. Le premier ministre a fait ses annonces plus tôt qu'elles n'étaient prévues. Je ne l'ai pas senti comme étant la volonté de fermer la discussion, bien au contraire.

Est-ce que le groupe est prêt à accepter un gel des prestations sociales et du point d'indice de la fonction publique ?

L'effort engagé depuis 2012 doit être maintenu. En même temps, les Français nous ont dit quelque chose de très clair : ils ne veulent plus de hausses d'impôt, et ils veulent que les objectifs de redressement passent par des économies. Et les économies, ça n'est jamais facile. On n'aura pas de croissance par un endettement supplémentaire, on n'aura pas de croissance sans qu'on ait des entreprises qui redeviennent compétitives. Ce qui serait dangereux pour le pays, c'est de mettre un coup de rabot sur les dépenses de croissance.

Ensuite, il faut regarder de façon précise, dans cette période de crise, la situation des plus fragiles. Et là, il doit y avoir des marges de discussion avec le gouvernement. Je prends l'exemple des mesures fiscales sur le bas du barème : les modalités et le volume restent à fixer. On doit aussi regarder s'il peut y avoir, dans les gels annoncés par le gouvernement, des gels différenciés selon les prestations et le

niveau de revenu, pour les petites retraites notamment. Est-ce qu'il est possible, pour protéger les petites retraites, d'envisager une baisse accrue de la contribution sociale généralisée ? Ou de ne pas geler le minimum contributif ? Ce sont des pistes que je souhaite mettre en discussion.

Certains veulent limiter à 35 milliards la réduction des dépenses publiques. Ça se discute ?

Il faut faire attention aux vieilles idées selon lesquelles la nécessité de maîtriser la dépense publique ne serait plus le sujet et l'effort de compétitivité ne profiterait qu'aux actionnaires et pas aux salariés. Ce n'est pas vrai. Cette manière de procéder contribue à gommer tout ce qui a été fait et tout ce qu'il y avait dans le discours du premier ministre en faveur de la justice fiscale. Je ne veux pas qu'on laisse penser que les mesures d'économies annoncées par le premier ministre seraient aveugles, indifférentes aux souffrances.

Les propositions des membres de la commission des finances, visant à éviter le gel des prestations sociales et du point d'indice, sont-elles discutables ?

Toutes les propositions sont discutables, celles-ci notamment. Mais celles qui viseraient, en fin de compte, à ce qu'il y ait moins d'économies et donc plus de prélèvements ne correspondent pas aux engagements du président de la République, ni à la volonté des Français et de la majorité de baisser les impôts. Nous devrions trouver aussi un consensus pour ne pas remettre en cause les efforts destinés à nourrir la croissance par la compétitivité, à moins qu'il y ait un malentendu total entre nous et qu'on puisse soutenir l'idée que l'on pourrait obtenir cette croissance par l'endettement, par les impôts ou par la poursuite des déficits publics. Je ne le pense pas.

Existe-t-il un risque qu'il n'y ait pas de majorité pour approuver le programme de stabilité ?

Il y a quelques semaines, le groupe a accordé sa confiance au premier ministre ; il a manqué quelques voix. Je veux discuter avec ceux qui ont manqué gravement à ce moment-là. Le vote du 29 avril est un vote de cohérence. Nous sommes depuis 2012 dans une course par étapes. Il y a des étapes qui sont plus difficiles que d'autres. C'est le cas. Dans ces étapes difficiles, soit on s'échappe, on fait un baroud et on s'écroule derrière ; soit on reste dans le peloton, on protège tout le monde et on arrive ensemble. Et on peut alors gagner l'étape d'après et viser la victoire finale. C'est le moment de se regrouper, de ne pas céder aux tentatives d'échappée individuelle.